

# Dans les entreprises, les quartiers, les universités : Construire la grève générale contre la casse des retraites !

Le gouvernement a annoncé le 16 juin les mesures qu'il allait prendre dans le cadre de la réforme des retraites. Alors que le mouvement social s'oppose depuis des mois au report de l'âge de départ comme à l'allongement de la durée de cotisation, le gouvernement a fait le choix d'ignorer la volonté populaire, en reculant l'âge de départ à 62 ans et en portant la durée de cotisation à 41 ans et 3 mois dès 2013.

## Un objectif : La baisse des pensions

Ces mesures ont pour seul objectif la baisse des pensions, afin de diminuer la part patronale dans le financement des retraites et d'approfondir le mouvement de transfert de richesses en faveur des capitalistes. **La plupart des salarié-e-s n'atteindront jamais l'âge légal et le nombre requis d'annuités,** ou alors au chômage ou au RSA, ce qui occasionnera de sévères décotes.

L'offensive gouvernementale est enrobée dans une série de rideaux de fumée destinés à faire croire que les revendications populaires ont été entendues.

Les hauts revenus et les revenus du capital seront mis à contribution, mais de manière purement symbolique. Les travailleurs ayant eu des métiers pénibles devront prouver qu'ils sont effectivement en mauvaise santé pour pouvoir partir à 60 ans. Les jeunes précaires auront davantage de trimestres validés au chômage, mais resteront plus longtemps sans emploi car ceux-ci seront occupés par des travailleurs plus âgés, en quête de leurs ultimes annuités...

## Pour financer nos retraites, faisons payer le capital

Pourtant, d'autres solutions sont possibles. Il y a aujourd'hui bien plus de

richesses qu'au moment de la création des retraites en 1947.

Le vrai problème qu'aucun politicien n'aborde, c'est la répartition de ces richesses. On pourrait très bien aujourd'hui réduire le temps de travail, réduire la durée de cotisation et augmenter les salaires et les retraites.

**Mais pour cela, il faut s'attaquer aux revenus du capital.** Le patronat et le gouvernement n'hésitent pas, eux, à s'attaquer aux revenus du travail. Alors qu'ils sont pleinement responsables de la crise, ils font le choix de la faire payer aux classes populaires. La situation est déjà très difficile pour les travailleuses et les travailleurs : les licenciements, les restructurations multiples dans le public comme dans le privé, l'augmentation de la précarité causent une souffrance au travail de plus en plus grande. Pourtant, ça n'empêche pas patronat et gouvernement d'exiger que nous bossons plus longtemps pour eux.

La situation est la même partout dans le monde.

**En Grèce, ils n'hésitent plus à diminuer les retraites et les salaires et à virer des fonctionnaires. C'est ce qui nous attend si nous ne relevons pas la tête pour dire stop, pour faire cracher le capital, pour imposer une autre répartition des richesses et une autre organisation de la société.**

## Notre arme, c'est la grève

Partout dans le pays, des collectifs contre la réforme des retraites s'organisent, à l'image des collectifs contre la constitution européenne en 2005 ou des collectifs contre la privatisation de la Poste à l'automne dernier. Ces collectifs sont utiles pour mobiliser dans les quartiers et mener la bataille idéologique. Mais pour faire reculer le gouvernement, la construction d'une grève interprofessionnelle reconductible sera incontournable.

Cela peut sembler un peu illusoire. Ça ne l'est pas. Les seules véritables illusions, c'est de s'imaginer que les directions syndicales appelleront à la grève générale, que le PS va s'engager dans la bataille dans un autre but que de redorer son blason pour 2012. C'est bel et bien à nous de construire ce mouvement dans les entreprises, en regroupant dès maintenant les syndicalistes prêts à se battre contre la réforme et en mettant largement en débat la question de la grève générale, entre organisations syndicales et avec tous les salarié-e-s.

**Une victoire d'ampleur changerait complètement la donne après la série de défaites que nous avons encaissées ces dernières années. Si nous gagnons, cela montrerait que l'action collective a un sens, que la redistribution des richesses est possible, qu'il ne faut pas se résigner.**



**Le mensuel  
disponible  
en kiosque**

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
- Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRENOM.....  
TÉL..... E-MAIL.....  
ADRESSE.....

24 juin 2010



**Alternative libertaire**  
BP 295  
75921 Paris Cedex 19  
contacts@alternativelibertaire.org